



**Third Session, UN Tax Convention Negotiations
November 12, 2025
Article 9- Sustainable Development**

Intervention by Cheikh Mbow, from Coalition Education du Sénégal COSYDEP

(English below)

Je m'appelle Cheikh Mbow, de la Coalition Education du Sénégal COSYDEP, membre de la Campagne Mondiale pour l'Éducation, m'exprimant au nom de l'Alliance mondiale pour la justice fiscale.

Chers délégués,

Vous le pouvez ! Vous pouvez sauver des vies, recréer l'espoir ! Vous pouvez garantir à tous l'accès à une éducation de qualité, à des soins de santé et à la sécurité sociale ! Vous pouvez rendre notre monde plus juste, plus solidaire ! Vous avez le pouvoir d'agir, ici même, dans cette salle !

Pour ce faire, il vous faut augmenter l'ambition de la Convention, notamment en renforçant l'article 9, afin d'intégrer, de manière équilibrée, la réalisation du développement durable dans ses trois dimensions : économique, sociale et environnementale.

Les termes de référence pour la convention cadre définissent clairement l'objectif de ce processus : le développement durable. Et pourtant, cette ambition n'est pas reflétée dans l'article 9.

Nous vous demandons ainsi que l'article 9 mentionne explicitement un engagement en faveur des services publics pour plus de justice économique, et sociale, et de genre.

Chers délégués, Le besoin en financement de services publics essentiels est à notre portée. Il nous faudrait :

- 325 milliards de dollars par an pour éradiquer l'extrême pauvreté monétaire (UNU-WIDER)
- 340 milliards de dollars par an d'ici à 2030 pour garantir l'accès à une éducation préscolaire, primaire et secondaire de meilleure qualité et plus équitable (UNESCO, 2015)

- 371 milliards de dollars par an pour instaurer une couverture sanitaire universelle dans les pays à revenu faible et intermédiaire (OMS)

Une convention ambitieuse et bien conçue permettrait de lever capter des milliers de milliards de dollars actuellement évadés. Ces milliers de milliards de dollars pourraient garantir les droits de milliards de personnes.

Chers délégués, Cette année, nos gouvernements ont de nouveau pris des engagements concrets pour la réalisation des droits à l'éducation, à la santé, à l'eau, à l'alimentation, au logement, etc... La semaine dernière encore, ils ont renouvelé leurs engagements en faveur de la garantie de services publics de qualité et d'une protection sociale adéquate.

C'est votre devoir d'assurer le financement des engagements de vos gouvernements en renforçant l'article 9 par :

1. Un engagement clair visant à garantir que les systèmes fiscaux soient pleinement conformes à l'obligation existante des Etats de réalisation des droits humains au maximum de leurs ressources disponibles, ainsi que la réduction des inégalités, tant à l'intérieur des pays qu'entre eux. Cela inclut un engagement à intensifier les efforts pour combattre le racisme, toutes les formes de discrimination, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.
2. Une mention explicite de l'objectif de financement des services publics, comprenant éducation, santé et sécurité sociale. Le BIT a fait une proposition dans ce sens ; nous vous invitons à la compléter en incluant l'ensemble des services publics et dépenses sociales que le système fiscal devrait servir.
3. Une obligation pour chaque Partie de rendre compte régulièrement de ses performances par rapport aux engagements prévus par l'Article 9. Transparence et reddition de compte permettront un plus large soutien du public et des communautés.
4. Un mandat donné à la Conférence des Parties pour examiner la mise en œuvre de l'Article 9 en tant que point permanent à l'ordre du jour de chaque réunion.

Chers délégués, Vous avez l'obligation morale et juridique de garantir les droits économiques, sociaux et culturels ainsi que le droit au développement. L'obligation de relever le défi de la réduction des inégalités. Le devoir de vous assurer d'une gouvernance fiscale démocratique et participative.

Nous sommes confiants que les délégués que vous êtes, vont rehausser le niveau d'ambition de cette Convention.

L'histoire retiendra alors que vous aurez fait de la coopération fiscale internationale un levier de transformation sociale !

Nous comptons sur vous !

Ne nous décevez pas !

ENGLISH VERSION

My name is Cheikh Mbow, from the Senegalese Education Coalition (COSYDEP), member of the Global Campaign for Education, speaking on behalf of the Global Alliance for Tax Justice.

Dear delegates,

You can do it! You can save lives, restore hope! You can guarantee everyone access to quality education, healthcare, and social protection! You can make our world fairer and more united! You have the power to act, right here, in this room!

To achieve this, you must raise the ambition of the Convention, notably by strengthening Article 9, so as to integrate, in a balanced way, the achievement of sustainable development in its three dimensions: economic, social, and environmental.

The terms of reference for the framework convention clearly define the objective of this process: sustainable development. And yet, this ambition is not reflected in Article 9.

We therefore ask that Article 9 explicitly mention a commitment to public services for greater economic, and social, and gender justice.

Dear delegates,

The financing needs for essential public services are within our reach. We would need:

- **\$325 billion per year** to eradicate extreme monetary poverty
- **\$340 billion per year by 2030** to guarantee access to better quality and more equitable preschool, primary, and secondary education
- **\$371 billion per year** to establish universal health coverage in low- and middle-income countries

An ambitious and well-designed convention could raise capture trillions of dollars currently lost to tax evasion. These trillions could guarantee the rights of billions of people.

Dear delegates,

This year, our governments have once again made concrete commitments to realizing the rights to education, health, water, food, housing, and more. Just last week, they renewed their commitments to guaranteeing quality public services and adequate social protection.

It is your duty to ensure the financing of your governments' commitments by strengthening Article 9 through:

- A clear commitment to ensure that fiscal systems are fully aligned with States' existing obligation to realize human rights to the maximum of available resources, as well as the reduction of inequalities both within and among countries. This includes a commitment to step up efforts to combat racism, all forms of discrimination, xenophobia and related intolerance.
- An explicit mention of the objective of financing public services, including education, health, and social protection. The ILO has made a proposal in this regard; we invite you to complement it by including all public services and social expenditures that the tax system should support.
- An obligation for each Party to report regularly on its performance in relation to the commitments under Article 9. Transparency and accountability will enable broader public and community support.
- A mandate to the Conference of Parties to review the implementation of Article 9 as a standing agenda item at each meeting.

Dear delegates,

You have the moral and legal obligation to guarantee economic, social, and cultural rights and the right to development. The obligation to meet the challenge of reducing inequalities. The duty to ensure democratic and participatory fiscal governance. States Parties commit to advancing equity, stepping up efforts to combat racism, all forms of discrimination, xenophobia and related intolerance, in line with the 2023 Political Declaration of the High-level Political Forum on Sustainable Development.

We are confident that you, as delegates, will raise the level of ambition of this Convention.

History will then record that you made international tax cooperation a lever for social transformation!

We are counting on you!

Do not let us down!